

Procédure accélérée, droit d'asile bradé

Le Conseil de gouvernement vient de désigner 11 pays d'origine considérés comme sûrs. Les demandeurs d'asile en provenance de ces pays seront soumis à une procédure accélérée. Lors de la réforme du droit d'asile en 2005, cette procédure avait fait l'objet de vives critiques, notamment de la part du Conseil d'Etat. La notion de pays d'origine sûr, introduite au niveau européen, est également controversée. Ainsi, la Commission consultative des droits de l'homme française la considère comme incompatible avec la Convention de Genève. Sur la liste luxembourgeoise, on trouve des pays comme l'Albanie, où les assassinats restent à l'ordre du jour, et l'Ukraine, qui risque de basculer à nouveau dans la violence politique.

L'ombre de Sarkozy

Alors qu'aux présidentielles françaises, une victoire du candidat UMP est considérée comme l'issue la plus probable, alliés et adversaires de Nicolas Sarkozy mènent à fond la bataille médiatique. La parution d'un livre du magistrat Serge Portelli, dressant un bilan noir de la politique de sécurité de l'ex-ministre de l'Intérieur, aurait été empêchée par des pressions sur l'éditeur. Afin de contrecarrer cette "censure", le texte est disponible en ligne sur des sites comme oulala.net ou betapolitique.fr - "pour qu'on ne puisse pas dire qu'on ne savait pas". Par ailleurs, à ceux qui cherchent à comprendre la droite pour mieux la combattre, une visite du site de France Culture s'impose (www.radio-france/ chaines/france-culture2). On peut y écouter en différé une série d'émissions consacrées à l'historien des droites françaises René Rémond, mort la semaine dernière.

Abrisswahn?

"Im Moment findet eine öffentliche Polemik statt, als ob der Schöfferrat der Stadt Luxemburg alles abreißen wollte", empörte sich Paul Helminge anlässlich des city-breakfast. Dabei müsse man sich etwa in Bezug auf das Gebäude des Crédit Lyonnais, das demnächst abgerissen werden soll, den wahren Werdegang vor Augen führen: Anfang der 90er Jahre hätte Bürgermeisterin Lydie Polver bewusst den französischen Stadtplaner Pierre Joly mit der Ausarbeitung des "plan général d'aménagement" (PAG) beauftragt und sich damit vom Vago-Plan verabschiedet. Vago hatte vor allem eine autogerechte Stadt und eine maximale Flächennutzung vorgesehen. Demgegenüber hätte Joly eher ein urbanistisches Konzept vorgeschlagen, das mehr Vorsicht gegenüber der historisch gewachsenen Struktur der Stadt an den Tag legte. Dies sei geschehen zu einer Zeit, in der sich Luxemburg um eine Klassierung als Weltkulturerbe bei Unesco bemühte. Joly habe in Zusammenarbeit mit den städtischen Diensten vor Ort ermittelt wie die Baustruktur aussieht, um zu definieren, was als erhaltenswert gelte und was nicht. "Dabei hat sich ein Prinzip herausgeschält: "Ensembles" von denkmalgeschützter Bedeutung wurden als erhaltenswert eingestuft. Historische Einzelgebäude sollten dagegen nur bei außergewöhnlicher Bedeutung erhalten bleiben", so Helminge. So sei etwa das "House of Finance" als wertvoller Gebäudekomplex im PAG klassiert worden. Demgegenüber erscheine der Crédit Lyonnais weder historisch noch architektonisch erhaltenswert, auch weil er auf beiden Seiten von höher stehenden Gebäuden flankiert werde. "Der damalige Gemeinderat hat den PAG gutgeheißen - und somit war die Sache gelaufen." Dass aufgrund des Vago-Planes die meisten "Ensembles" längst aus dem Stadtbild verschwunden waren und der Joly-Plan städtebaulich nicht mehr viel retten konnte, ließ Helminge unerwähnt. An Stelle des Crédit Lyonnais könnte nun mit entsprechender Sensibilität ein Neubau geplant werden, etwa nach dem Beispiel der 'Banque centrale', gebaut vom Architekten Christian Bauer, die ein gutes Beispiel für zeitgemäße Architektur liefere.



Identité, immigration, citoyenneté, nationalité. Autant de sujets que le woxx a abordé avec José Coimbra alors que ce samedi se tient la Conférence nationale pour étrangers 2007. (photo: Christian Mosar)

IMMIGRATION

"Préférer la citoyenneté à la nationalité"

woxx: *L'immigration est le sujet central de l'année culturelle 2007. Avez-vous l'impression qu'il est traité à sa juste valeur?*

José Coimbra: C'est encore un peu tôt pour juger. Il est vrai que les discours lors de l'ouverture officielle sont restés assez vagues, voire un peu vides. Par contre, l'exposition "Retour de Babel" est un projet-phare de 2007. En tout cas, du côté associatif, un effort énorme est fourni. Le problème, c'est que les petites structures ont du mal, faute de moyens, à présenter des projets, car les organisateurs de 2007 sont très exigeants au niveau du professionnalisme. Il est ainsi dommage qu'il n'y ait pas assez de possibilités pour des petites organisations de contribuer à l'année culturelle en présentant des projets de qualité.

Cette année, l'immigration est également très débattue au niveau politique avec des projets de loi comme celui sur la nationalité ou celui sur l'immigration. Ainsi, la nationalité y est assimilée à la citoyenneté politique. Que pensez-vous du lien établi entre ces deux concepts?

J'estime que la question de la citoyenneté est beaucoup plus importante que celle de la nationalité. L'on doit pouvoir participer à l'endroit où l'on vit. Il faudrait donc donner cette possibilité aux citoyens étrangers. J'estime même que si le vote est obligatoire pour les Luxembourgeois, il devrait aussi l'être pour les ressortissants étrangers. Par ailleurs, je pense que dans un pays si interculturel que le Luxembourg, il est préférable d'y parler de citoyenneté que de nationalité. Qui est le plus citoyen, entre l'étranger qui ne parle pas le luxembourgeois mais qui s'implique activement dans la société, et celui qui le parle mais ne participe à rien? L'école doit aussi jouer son rôle en incitant les jeunes à devenir de vrais citoyens.

Que pensez-vous alors des cours d'instruction civique pour les candidat-e-s à la naturalisation prévus dans le projet de loi sur la nationalité?

On ne peut évidemment pas conduire une voiture sans connaître le code de la route. Mais je pense qu'il serait préférable d'inciter la société civile à faire ce travail au lieu de mettre ces conditions dans une loi. Personnellement, au sein du Clae, j'anime des soirées de formation pour les commissions consultatives pour étrangers. Dans ces soirées de discussion, on pourrait aussi, et dans plusieurs langues, parler du fonctionnement de l'Etat et de la vie politique au Luxembourg. Les étrangers sont intéressés à la vie publique du Luxembourg. Une preuve en est le livre édité par le Clae "Vivre au Luxembourg" qui se vend comme des petits pains.

Une autre condition prévue par le projet de loi est la connaissance de la langue luxembourgeoise.

Je suis persuadé que la langue doit être un moyen d'intégration. La langue de la politique luxembourgeoise, c'est le luxembourgeois, indéniablement. Il ne faut pas se leurrer, les gens ont conscience de leurs capacités et je doute fort que quelqu'un

s' imagine député ou bourgmestre sans aucune connaissance du luxembourgeois. Mais la connaissance de la langue est-elle vraiment un gage de citoyenneté? Il faut aussi penser à la première génération d'immigrés. Ces personnes, qui travaillent pour la plupart huit heures par jour sur les chantiers ont-ils vraiment la possibilité d'apprendre une nouvelle langue? Elles travaillent pourtant au Luxembourg depuis 30 ou 40 ans. Leur accorder la nationalité luxembourgeoise serait tout de même un signe de reconnaissance pour leur participation à la construction du pays. N'oublions pas non plus que cette génération, pour les Portugais ou les Espagnols par exemple, n'ont jamais eu la possibilité de voter en raison des régimes dictatoriaux alors en place. Finalement, un grand nombre de personnes n'a jamais été citoyen.

Ces conditions ne reflètent-elles pas une certaine crispation identitaire? Le débat autour du changement de drapeau en est un des symptômes.

Cette histoire de drapeau me fait rire. Personnellement, je ne suis pas très attaché aux drapeaux. Mais le Luxembourg connaît bien d'autres problèmes actuellement, alors pourquoi en faire une bataille idéologique?

Malgré tout, on en fait une question nationale. J'espère d'ailleurs qu'il n'y aura pas de référendum à ce sujet! Les politiciens ont un rôle pédagogique très important à jouer. Si le changement de drapeau est un bonbon en échange de la double nationalité en direction de certains milieux, je dis qu'il faut faire attention, car le nationalisme est un phénomène croissant partout en Europe.

Pendant ce temps, la question du droit du sol a du mal à se faire accepter, alors que le Luxembourg est une terre d'immigration.

Il serait vraiment dommage de rater l'occasion d'introduire le droit du sol dans un pays aux communautés aussi diverses que le Luxembourg. D'où vient-on? Du pays dans lequel on est né ou de celui de ses origines? Ce droit serait aussi très important pour les secondes générations d'immigrés qui souffrent souvent de problèmes identitaires. Cela leur permettrait plus facilement de "tourner la page".

Le débat autour de l'immigration se focalise aussi sur la dimension sélective et économiquement utilitariste. Est-ce la bonne approche?

Dans une première phase, le Luxembourg doit s'occuper de l'immigration déjà présente. On ne peut pas discuter d'un modèle d'immigration sans avoir été capable d'intégrer tous les immigrés et réfugiés qui sont au pays. L'immigration sélective se pratique déjà dans d'autres pays, mais oublie-t-on la responsabilité de l'Europe envers le sous-développement des pays africains, notamment? Et ce serait ignorer qu'après tout, l'Europe a encore besoin de beaucoup de bras pour travailler, certaines branches connaissant de véritables pénuries de main d'oeuvre.

Reste encore la question des frontaliers. Ils ne sont pas vraiment intégrés dans les structures pour étrangers.

Le Conseil national des étrangers (CNE), dont je suis membre, s'est déjà posé la question. Après tout, les frontaliers travaillent dans ce pays. Mais le problème est complexe, étant donné qu'ils sont organisés au sein de leurs propres structures. Leur participation au CNE serait importante puisqu'il traite de sujets qui les concernent aussi.

Cela donnerait aussi plus de poids au CNE.

Il est certain qu'il faut améliorer son fonctionnement, en lui donnant plus de moyens, un secrétariat par exemple. Ses membres devraient aussi pouvoir jouir d'un congé politique. Comme il faut y consacrer beaucoup de temps, il est surtout composé de retraités. La population active n'y est pas bien représentée. S'il était élu au suffrage universel et non pas par les seules organisations agréées par le gouvernement, il gagnerait aussi en poids. Certains prétendent que le suffrage universel serait difficilement applicable. Mais en guise de réponse, je peux citer la ville d'Esch, qui, à son niveau, avait convoqué les citoyens étrangers pour l'élection de la commission consultative des étrangers. C'était une expérience intéressante que l'on pourrait répéter.

Entretien: David Wagner

José Antonio Coimbra de Matos

Le 1er juin, José Coimbra fêtera son vingtième anniversaire d'arrivée au Luxembourg, ce qui lui fait dire qu'il se sent déjà "un peu partagé entre ses origines et le pays qui l'a accueilli". Comme son diplôme portugais d'infirmier n'était pas encore reconnu par le Grand-Duché, José Coimbra, un peu touche-à-tout, travaille dans un magasin, dans un laboratoire de prothèses dentaires et dans la comptabilité. Son engagement associatif est tout aussi varié: engagé comme permanent au sein du Comité de liaison et d'action des étrangers (Clae) depuis 1991, il est en plus président de la Confédération des communautés portugaises, membre du Conseil national des étrangers (CNE) et de la commission consultative des étrangers de la commune de Bertrange. Malgré ces nombreuses activités, il trouve le temps pour se consacrer à une autre passion: le journalisme. Egalement diplômé en communication sociale, il a participé - au Portugal comme au Luxembourg - aux radios libres, ou a écrit dans des journaux locaux. Il a également animé des émissions télévisées sur Dok et TTV comme "Aqui entre nós" et "Entrada livre".